

l'île «C» valait la peine d'être aidée. C'est là un bon signe. Chacun d'eux avait été impressionné par le potentiel de l'île qu'il venait de visiter.

Je suppose qu'après la Grande-Bretagne, qui a des responsabilités constitutionnelles dans la petite fédération, le Canada a été le premier pays à appliquer aux Antilles son propre programme d'aide bilatérale. En 1958-59, nous avons institué un programme quinquennal de 10 millions de dollars. A l'expiration de cette période, le gouvernement décida de continuer d'aider les îles au même rythme annuel moyen, environ 2 millions de dollars. L'an dernier, le montant de l'aide a été multiplié par cinq, et porté à 10 millions de dollars.

Je constate qu'il y a des divergences d'opinions parmi les Canadiens, ce qui est l'une des difficultés que présente l'application d'un programme d'aide. Nous aimons à connaître les vues du public canadien, car en somme c'est son argent que nous dépensons, mais il semble impossible de mettre tout le monde d'accord sur l'objectif d'un programme d'aide et sur la région où l'aide doit porter. Dans le cas des Antilles, mon courrier est à peu près également divisé entre deux écoles. Il y a ceux qui disent que la Trinité et la Jamaïque sont si près de décoller que nous devrions oublier les petites îles pour le moment, en leur disant que nous nous occuperons d'elles plus tard, et concentrer nos efforts sur la Trinité et la Jamaïque jusqu'à ce qu'elles soient bel et bien lancées. Les autres Canadiens nous disent que la Trinité et la Jamaïque sont tellement plus avancées que les petites îles que nous devrions oublier ces deux-là et concentrer toute notre aide sur les petites îles jusqu'à ce que celles-ci soient plus avancées. Chaque groupe adhère fortement à ses opinions et est absolument convaincu.

Le sénateur CROLL: Et, naturellement, les deux côtés soutiennent que vous devriez en faire encore plus.

M. MORAN: Oui, mais en concentrant nos efforts dans une région particulière des Antilles nous pouvons souvent obtenir plus de résultats. Il y en a qui, sans préconiser plus d'aide, prétendent que les dépenses actuelles devraient être appliquées ailleurs. Du point de vue administratif, ce qui n'est pas nécessairement le facteur déterminant, il devrait être plus facile d'appliquer un programme dans la Trinité et dans la Jamaïque que dans les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent. Tout d'abord, elles sont indépendantes; ce sont des pays avec lesquels on peut négocier directement et, en outre, elles sont un peu plus avancées économiquement et ont donc une plus grande capacité d'absorption. Les petites îles, étant sous la tutelle de Londres, doivent en recevoir l'autorisation avant de pouvoir participer à toute initiative pouvant entraîner une dépense. Cela est naturel, car la Grande-Bretagne est responsable du budget et de l'administration de ces îles. Quant au coût, le Canada et les autres nations donatrices ont l'habitude d'acquitter la totalité des dépenses en devises étrangères, tandis que le pays aidé se charge des dépenses locales. Mais là encore les petites îles doivent obtenir de la Grande-Bretagne la permission de conclure une entente semblable. Le quai de Saint-Vincent, que vous avez dû voir quand vous avez visité l'île l'an dernier, a été construit par le Canada et a coûté un million de dollars. La main-d'œuvre locale et les matériaux locaux ont coûté environ \$300,000. Saint-Vincent a obtenu l'argent en contractant un emprunt sur le marché financier de Londres, mais il a dû le faire garantir par le gouvernement britannique. Il y a donc des difficultés administratives de ce genre qui rendent moins facile de négocier, moins facile d'exécuter un projet dans les îles du Vent et Sous-le-Vent que dans les îles de la Trinité et de la Jamaïque.

Quant à nous, je dois dire que nous serions très heureux que les gens nous fassent part de leurs vues sur l'orientation à donner aux efforts du Canada, car nous avons la responsabilité de faire des recommandations et il est utile de sentir que nous représentons les vues du public canadien.

Le sénateur GROSART: N'est-il pas vrai qu'il y a là une séquence historique, que si nos engagements sont si forts en Inde et au Pakistan c'est parce que ce